

Foix, le lundi 2 septembre 2013

Ours : le Président du Conseil général en appelle au Président de la République

Au cours des dernières semaines, l'ours s'est à nouveau invité dans l'actualité ariégeoise en perpétrant de violentes attaques sur des troupeaux en estive. Excédé, le Président du Conseil général de l'Ariège en appelle aujourd'hui au Président de la République. La semaine passée, le courrier ci-dessous a donc été adressé au Palais de l'Élysée :

« Monsieur le Président,

J'ai l'honneur d'attirer votre attention sur les graves difficultés que rencontrent les éleveurs transhumants du Couserans en raison de la concentration, sur ce territoire, des ours slovènes introduits par l'Etat. Je tiens à vous rappeler que le Conseil général de l'Ariège a toujours été opposé à ces introductions car il était conscient qu'elles allaient compromettre toute l'économie de nos montagnes. Elles ont toujours été réalisées de façon détournée dans des communes de la Haute-Garonne où les ours ne séjournent pas, avec le soutien d'associations créées artificiellement grâce à l'aide financière excessive du Ministère de l'Écologie.

Cette année, plusieurs éleveurs ont redescendu leurs troupeaux découragés par la virulence des prédatons après un hiver plus long et une mortée en estive retardée d'un mois. Si cette situation perdure, c'est toute la vie économique de nos montagnes qui disparaîtra ! Les équipements coûteux financés par le Département pour soutenir le pastoralisme seront totalement abandonnés et le tourisme disparaîtra aussi complètement car les randonneurs refusent déjà de s'aventurer dans les zones où ils craignent de rencontrer des ours. Ainsi, ces introductions, qui sont déjà un fiasco financier par les crédits excessifs engloutis par l'Etat, conduiront aussi à un fiasco économique en raison de l'abandon de tous les équipements et de l'ensauvagement de la montagne.

Les associations qui vous écrivent pour défendre la présence des ours slovènes utilisent des termes scandaleusement mensongers pour masquer la réalité. Leurs membres, souvent peu nombreux et étrangers aux territoires de montagne, seraient bien incapables d'y vivre de leur travail. Leurs attitudes constituent un véritable déni de démocratie car elles veulent imposer leur diktat aux habitants de la montagne, et contraindre les éleveurs et bergers à des conditions de vie et des pertes de revenus que ne tolérerait aucune autre profession.

Aujourd'hui, le déficit de l'Etat justifie des économies qui devraient se traduire par la suppression de toute subvention à de telles associations. L'effectif de l'équipe de suivi, qui a fait la preuve de son incapacité à prévenir les prédatons, pourrait aussi être considérablement réduit et limité à ce qui est nécessaire pour capturer les animaux du territoire ariégeois.

Pour que l'activité économique puisse se dérouler sereinement dans les montagnes d'Ariège, il est indispensable que les ours en soient retirés pour être reconduits en Slovénie ou cantonnés sur les communes d'Arbas et de Melles (Haute-Garonne) qui en ont fait la demande.

Je vous remercie pour toute l'attention que vous porterez à ce grave problème ».

Des copies de ce courrier ont également été destinées au Premier Ministre, Jean-Marc Ayrault, et au Ministre de l'Écologie et du développement durable et de l'Énergie, Philippe Martin.